



AVIS DE SOLICITATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° 101 ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM DU 17 JAN 2025 EN
VUE DE LA REALISATION DES PRESTATIONS DE SECURISATION DE
BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DE LA CSPH

1. OBJET

Le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures, lance un Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt pour la préqualification d'une entreprise qualifiée, en vue de la réalisation des prestations de sécurisation de bâtiments et équipements de la CSPH.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent Avis de Sollicitation de Manifestation d'Intérêt, qui visent à assurer la protection des personnes et des biens consistent en la réalisation des prestations de sécurisation des bâtiments et équipements de l'immeuble siège CSPH, l'immeuble de rapport CSPH de Douala et de la résidence du Directeur Général de la CSPH se présentent comme suit :

- le gardiennage et la surveillance générale par des agents de sécurité, vingt-quatre heures sur vingt-quatre (24 h /24) tous les jours (les dimanches et jours fériés inclus) des locaux et des matériels de l' immeuble siège CSPH, l'immeuble de rapport CSPH de Douala et de la résidence du Directeur Général de la CSPH. Le service de gardiennage comprend :

N°	site	Nombre de vigiles		Total
		Garde du jour	Garde de nuit	
01	Immeuble siège de la CSPH	12	04	16
02	Immeuble de Rapport de la CSPH	04	03	07
03	Résidence du Directeur Général	01	01	02
	TOTAL			25

- le contrôle d'accès permanent et l'exécution des patrouilles périodiques aux alentours et à l'intérieur des sites à sécuriser (contrôle d'accès du personnel et des visiteurs, tenue d'un registre d'enregistrement des visiteurs, sécurité des portails, etc.).

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent Avis est ouvert aux sociétés et aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience pour la réalisation des prestations sollicitées.

4. FINANCEMENT

Les travaux, objet du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt sont financés par le budget d'investissement de la CSPH exercice 2025.

5. DEPOT DE MANIFESTATION D'INTERET

Les dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être produits **en quatre (04) exemplaires, dont l'original et trois (03) copies marquées comme telles**, dans une enveloppe fermée et scellée ne portant ni cachet ni indication de l'identité du candidat. Ces documents doivent parvenir au Service des Marchés de la CSPH, porte 339 de l'immeuble abritant le siège de la CSPH à Yaoundé, téléphone 222 50 30 00, B.P. 501 au plus tard le **29 JAN 2025** à 10h, heure locale, et porter les mentions suivantes :

AVIS DE SOLLICITATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N° **011** /25/ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM DU **17 JAN 2025** EN
VUE DE LA REALISATION DES PRESTATIONS DE SECURISATION DE
BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DE LA CSPH

6. DUREE D'EXECUTION

La durée d'exécution des prestations est de dix (10) mois.

7. COMPOSITION DU DOSSIER

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux (02) volumes :

Enveloppe A – Volume 1 : Dossier administratif

L'enveloppe A contiendra les documents suivants, en originaux ou en copies certifiées conformes, datant de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours :

- a.** la déclaration de manifestation d'intérêt dûment signée par le candidat ;
- b.** une attestation de non-faillite établie par les services compétents ;
- c.** une attestation de domiciliation bancaire du Soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère des Finances du Cameroun ;
- d.** une attestation de non exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP avec la référence à l'appel d'offres ;
- e.** une attestation délivrée des services compétents de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le Soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite Caisse ;

- f. une attestation de conformité fiscale qui tient également lieu de justificatif de paiement de la patente, de certificat d'imposition et de bordereau de situation fiscale établie par les services compétents de la Direction des Impôts certifiant que le Soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours et timbrée ;
- g. une attestation d'immatriculation ;
- h. une copie certifiée du registre du commerce ;
- i. un extrait de casier judiciaire ;

Enveloppe B – Volume 2 : Offres techniques

L'offre technique comprendra les informations et documents justifiant les références attestant l'exécution des contrats analogues :

Le dossier technique devra comprendre :

a. Références du soumissionnaire pour les cinq dernières années :

a.1 – trois (03) contrats de prestations similaires de plus de 25 millions F CFA

NB : Joindre les justificatifs (1ère et dernière pages des contrats enregistrés ainsi que les PV de réception ou attestation de bonne fin)

a.2 - Des documents justifiant l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières permettant de financer le Marché (production d'une attestation de capacité financière certifiée confirmant la disponibilité des financements – d'un montant supérieur ou égale à vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA), délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances.

b. Un descriptif de la méthodologie et de l'organisation du travail proposés pour la bonne exécution des opérations :

- composition et organisation de l'équipe proposée
- description des tâches confiées à chaque membre de l'équipe proposée
- organisation de la mobilité des agents

c. Qualification et compétence du personnel proposé pour accomplir la mission :

• Chef d'équipe

- Certificat d'aptitude professionnelle
- Certificat médical (certifiant l'aptitude physique)
- Casier judiciaire (attestant de la bonne moralité du concerné)
- CV daté et signé
- Capacité de communication par émetteur-récepteur

• Personnel d'intervention (pour chacun des 24 agents)

- Fiche de renseignements
- CV daté et signé
- Formation qualitative (aptitude physique)
- Casier judiciaire

d. L'Agrément du soumissionnaire :

Production de l'agrément autorisant l'exercice de prestations sollicitées.

e. L'équipement minimum nécessaire de travail.

- Uniforme de travail
- Gaz lacrymogène
- Carte d'identification professionnelle
- Bâton de sécurité
- Disponibilité d'un émetteur récepteur
- Disponibilité des boucliers de protection

8. CRITERES D'EVALUATION

La qualité des offres techniques sera évaluée sur la base des critères suivants :

A. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

• A l'analyse des pièces administratives :

- a) absence ou non-conformité ou non production d'une pièce du dossier administratif après le délai de 48 heures accordé au soumissionnaire ;
- b) fausse déclaration ou pièce falsifiée.

• A l'analyse de l'offre technique :

- a) dossier technique incomplet ou non conforme aux prescriptions du présent avis;
- b) absence dans l'offre technique de l'agrément délivrée par l'autorité compétente;
- c) ne pas avoir obtenu au moins 70/100 à l'issue de l'analyse technique ;
- d) fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- e) absence dans l'offre technique d'une déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire atteste non seulement qu'il n'a pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics.

B. Critères essentiels

La qualité des offres techniques sera évaluée sur la base des critères suivants :

N°	Critères	Points
1	Présentation générale de l'offre	05
2	Références du soumissionnaire pour les cinq dernières années	20
3	Méthodologie, planning et organisation des prestations	15
4	Agrement du soumissionnaire	08
5	Qualification et compétence du personnel	27

6	Equipement minimum nécessaire de travail	25
	TOTAL	100

Seuls les candidats ayant totalisé une note supérieure ou égale à 70 % à l'issue de l'évaluation des offres techniques seront pré-qualifiés.

9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Directeur des Ressources Humaines et des Moyens Généraux de la CSPH, Tél : 2 22 50 30 00 / 222 50 30 10 ; B.P : 501 Yaoundé, Fax 222 50 30 05 / 222 50 30 03. Email contact@cspf.cm.

10. PUBLICATION DES RESULTATS

Le Directeur Général de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures publiera par voie de communiqué officiel, la liste des candidats présélectionnés à qui il adressera le Dossier d'Appel d'Offres relatif à la réalisation des prestations requises. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un candidat n'implique aucune obligation de la part de la CSPH de l'inclure dans la liste restreinte.





NOTICE OF REQUEST FOR THE EXPRESSION OF INTEREST
NO. 01 ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM OF 17 JAN 2025 TO
PROVIDE SECURITY SERVICES FOR THE BUILDINGS AND
EQUIPMENT OF THE HPSF

1. SUBJECT

The General Manager of the Hydrocarbons Prices Stabilisation Fund hereby launches a Notice of Request for Expressions of Interest for the pre-selection of a qualified company to provide security services for the HPSF buildings and equipment.

2. NATURE OF SERVICES

The services subject of this Notice of Request for Expression of Interest, aimed at ensuring the protection of persons and property, include the provision of security services for the buildings and equipment of the HPSF head office, the Douala rental building and the residence of the General Manager of the HPSF, as follows:

- Round-the-clock (24/7) guarding and general surveillance by security guards, every day (including Sundays and public holidays) of the premises and equipment of the HPSF head office and the Douala Rental building, as well as the residence of the General Manager of the HPSF. These security services include:

No.	Site	Number of security guards		Total
		Day watch	Night watch	
01	HPSF head office	12	04	16
02	HPSF Rental building	04	03	07
03	Residence of the General Manager	01	01	02
	TOTAL			25

- Permanent access control and periodic patrols in and around the sites to be secured (access control for staff and visitors, keeping a visitor registration book, gate security, etc.).

3. CONDITIONS FOR PARTICIPATION

Participation in this Notice of Expression of Interest is opened to companies and establishments registered under Cameroon law with proven experience in the supply of the quested services.

4. FINANCING

Works subject of this Notice of Request for the Expression of Interest are financed by the Investment Budget of the HPSF for the 2025 financial year.

5. SUBMISSION OF EXPRESSION OF INTEREST

Bidder application files, written in English or French, must be submitted **in four (04) copies, including the original and three (03) copies marked as such**, in a closed and sealed envelope void of a stamp or any indication of the bidder's identity. These documents must reach the HPSF Contract Service, Room 339 of the head office building, Telephone 222 50 30 00, PO Box 501, no later than **29 JAN 2025** at **10.00 a.m.** local time, labelled as such:

**NOTICE OF REQUEST FOR THE EXPRESSION OF INTEREST NO.
01 ASMI/CSPH/DG/DRHMG/SDMG/SM OF 17 JAN 2025 TO
PROVIDE SECURITY SERVICES FOR THE HPSF BUILDINGS AND EQUIPMENT**

6. EXECUTION DEADLINE

The execution period for the services is ten (10) months.

7. CONTENT OF FILE

Bidders shall provide the following documents, presented in two (02) sets:

Envelope A – Set 1: Administrative file

Envelop A shall contain the following documents, in originals or certified true copies, dated less than three (03) months and valid for the current financial year:

- a. A declaration of expression of interest duly signed by the bidder;
- b. A certificate of non-bankruptcy issued by the competent services;
- c. A certificate of bank domiciliation of the bidder issued by a first-rate bank approved by the Cameroon Ministry of Finance;
- d. A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the Public Contracts Regulations Agency (ARMP) referencing the call for tenders;
- e. A certificate issued by the competent services of the National Social Insurance Fund certifying that the Bidder has fulfilled all obligations towards this Fund;
- f. A certificate of tax compliance, which also serves as proof of payment of taxes, a tax certificate and a tax situation slip, issued by the competent services of the Directorate of Taxation, stamped and certifying that the Bidder has made the regulatory tax declarations for

the current financial year;

g. An attestation of registration;

h. A certified true copy of the trade register;

i. A certificate of non-conviction.

Envelope B – Set 2: Technical bid

The technical bid must include information and documents justifying the references attesting to the performance of similar contracts:

The Technical File shall contain:

a. Bidder's references for the last five years

a.1 – Three (03) contracts for similar services worth more than CFA F 25 million

NB: Enclose supporting documents (1st and last pages of registered contracts as well as acceptance certificates or completion certificates).

a.2 – Documents proving access to a credit line or other financial resources enabling the Contract to be financed (presentation of a certified statement of financial capacity confirming the availability of financing – of an amount equal to or greater than twenty-five million CFAF (25,000,000) - issued by a first-rate bank approved by the Minister of Finance.

b. A description of the methodology and work organisation proposed for the proper execution of the operations:

- composition and organisation of the proposed team
- description of the tasks entrusted to each member of the proposed team
- organisation of staff mobility

c. Qualification and competence of the key staff proposed to accomplish the mission:

• Team Leader

- Certificate of professional competence
- Medical certificate (certifying physical fitness)
- Certificate of non-conviction (attesting to the good character of the person concerned)
- Dated and signed CV
- Communication capacity by transceiver

• Intervention staff (for each of the 24 agents)

- Information sheet
- Dated and signed CV
- Qualitative training (physical aptitude)
- Certificate of non-conviction

d. License of the Bidder:

Presentation of the licence authorising the provision of the services requested.

e. Minimum working equipment

- Work uniform
- Tear gas
- Professional identification card
- Security baton
- Availability of a transceiver
- Availability of protective shields

8. EVALUATION CRITERIA

The quality of the technical bids will be assessed based on the following criteria:

A. Elimination criteria

The elimination criteria are as follows:

• Analysis of Administrative Documents:

- a) Absence or non-conformity of a document in the Administrative file after the 48-hour deadline granted to the bidder;
- b) False declaration or forged document;

• Analysis of the technical bid:

- a) Incomplete or non-conforming Technical file in line with the specifications of this Notice;
- b) Absence in the technical file of the license issued by the competent authority;
- c) Failure to obtain at least 70/ 100 at the end of the technical analysis;
- d) False declaration or forged document;
- e) Absence in the technical bid of a sworn declaration by which the bidder not only certifies the non-abandonment of a Contract during the last three (03) years but also that he/she does not feature on the list of defaulting companies established yearly by the Ministry of Public Contracts.

B. Essential criteria

The quality of the technical bids will be assessed based on the following criteria:

No.	Criteria	Points
1	General presentation of the bid	05
2	Bidder's references for the last five years	20
3	Methodology, planning and organisation of services	15
4	License of Bidder	08

5	Qualification and competence of the staff	27
6	Minimum equipment for work	25
TOTAL		100

Only bidders with a score of 70% or higher in the evaluation of the technical bids shall be pre-selected.

9. FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours from the Director of Human Resources and General Options of the HPSF, Tel: 2 22 50 30 00 / 222 50 30 10; P.O Box: 501 Yaounde, Fax 222 50 30 05 / 222 50 30 03. Email: contact@cspf.cm.

10. PUBLICATION OF RESULTS

The General Manager of the Hydrocarbons Prices Stabilisation Fund will publish, through an official release, the list of short-listed bidders to whom the Tender Documents on the provision of the requested services will be sent. It should be noted that interest expressed by a bidder does not imply any obligation on the part of the HPSF to have the bidder short-listed.

